

# Stimuler les investissements dans les énergies dans les États fragiles

Plus de **800 millions** de personnes dans le monde n'ont toujours pas accès à l'électricité. Plus de **8 sur 10** d'entre eux vivent dans des pays fragiles.

États caractérisés par les conflits, l'insécurité, le manque de capacités des pouvoirs publics, et les sociétés divisées. Un autre milliard de personnes dans ces États n'ont pas accès à une électricité fiable pour soutenir les moyens de subsistance des agriculteurs et des entrepreneurs. L'accès fiable et abordable à l'énergie est essentiel pour alimenter les opportunités économiques nécessaires afin de sortir la population de la pauvreté et de permettre à ces pays d'échapper aux situations de fragilité

Alors que nous aspirons à reconstruire une économie plus résiliente et plus inclusive après le COVID-19, nous ne devons pas oublier ceux qui vivent dans les régions les plus dangereux du monde. Les investissements dans les énergies propres et durables offrent un moyen indispensable pour briser le cycle de la fragilité et ouvrir la voie à un avenir meilleur pour les États fragiles et touchés par des conflits et leurs populations.

Jusqu'à présent, on n'a pas réussi à mobiliser des investissements suffisants pour combler les lacunes en matière d'accès à l'énergie. En effet, ces écarts [se creusent](#) dans de nombreux environnements fragiles. Les progrès technologiques aujourd'hui permettent d'alimenter les maisons, les écoles et les entreprises dans ces environnements d'une manière écologiquement viable.

## Pourquoi cela devrait-il être une priorité?

**La fragilité et la pauvreté énergétique sont étroitement liées.**

La fragilité gêne le développement, notamment l'amélioration de l'accès à l'énergie. L'absence de développement, à son tour, crée les conditions structurelles pour la persistance de l'instabilité et des conflits. La fragilité touche non seulement les personnes vivant dans l'extrême pauvreté, mais aussi le reste du monde, entraînant la migration massive, le terrorisme et le trafic. L'accès à l'énergie est un élément clé de la consolidation de la paix, et en aidant les pays à échapper au piège de la fragilité, on rend le monde plus sûr.

**Élargir l'accès à l'énergie dans les contextes fragiles est plus urgent - et réalisable - que jamais.**

Le COVID-19 a déclenché une crise économique sans précédent dans ces pays, exacerbant les vulnérabilités existantes. Nous avons toutefois l'opportunité de réaliser des progrès décisifs pour améliorer l'accès à une énergie propre et abordable, afin de soutenir la reprise économique et de renforcer la stabilité.

Les [réductions significatives de coûts](#) et les améliorations de la qualité des technologies d'énergie renouvelable distribuées, telles que les mini-réseaux solaires et autres solutions hors réseau, montrent que nous avons maintenant une convergence sur ce qui est bénéfique pour le climat, ce qui est nécessaire pour débloquer la croissance économique dans les États fragiles, et ce qui est techniquement possible.

## Comment y parvenir?

**Pour fonctionner dans des situations fragiles, les solutions énergétiques doivent avoir une capacité de résistance face aux conflits et à l'incertitude, et aussi être abordables et écologiquement durables.**

Les systèmes distribués offrent de nombreuses possibilités puisqu'ils sont modulaires et diminuent les risques, ce qui les rend moins vulnérables aux risques de point de défaillance unique liés aux grands projets centralisés.

De nombreux États fragiles disposent d'importantes ressources d'énergie renouvelables qui sont encore loin d'être pleinement exploitées. La mise en valeur de ces ressources permettrait d'apporter des solutions énergétiques meilleures pour le climat. Cependant, les engagements financiers dans les solutions hors réseau dans les pays avec les plus grands écarts en matière d'accès à l'énergie - dont plusieurs sont fragiles - restent à un niveau incroyablement bas de [1,1% du financement total](#) de l'électricité : seulement 460 millions USD dans le monde en 2018.

De nouveaux engagements et partenariats peuvent stimuler les investissements énergétiques. Nous saluons les initiatives telles que [les marchés d'énergie renouvelable de l'IRENA](#) et [crédit d'énergie renouvelable pour la paix](#), et les partenariats tels que l'initiative [Énergie durable pour tous](#), [le mécanisme conjoint IRENA-ADFD](#) et [l'appel à l'action pour une relance verte et équitable](#). Nous les invitons, ainsi que d'autres, à accorder une attention particulière à l'élargissement de l'accès à l'énergie dans les États fragiles.

Le secteur privé et les agences d'aide, soutenus par les institutions de financement du développement (IFD), devraient travailler en étroite collaboration avec les gouvernements des États fragiles pour concevoir des mécanismes de financement, des cadres réglementaires et des modèles d'affaires pouvant être déployés à grande échelle pour soutenir l'investissement dans les énergies renouvelables.

**Nous, soussignés, nous engageons à travailler ensemble afin d'améliorer l'accès à l'énergie dans les États fragiles. Nous appelons nos pairs et partenaires à nous aider à réaliser ce qui suit:**

**1 Le G7 devrait accorder la priorité au développement de l'accès à l'énergie dans les environnements fragiles une priorité pour l'année prochaine.**

Le Royaume-Uni, en tant qu'hôte du sommet du G7 de 2021 et de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP26) en 2021, devrait assembler les IFD, les entreprises et les investisseurs du secteur privé et les gouvernements des États fragiles pour trouver des moyens pratiques de fournir de l'électricité à des millions de personnes dans la prochaine décennie. L'augmentation de l'aide bilatérale à l'énergie sera un élément essentiel pour le renforcement des efforts.

**2 Les IFD devraient intensifier les investissements énergétiques dans les contextes fragiles.**

Les IFD ont un rôle fondamental à jouer dans le déploiement stratégique des fonds publics pour compenser les risques et les coûts plus élevés associés aux contextes fragiles, en sorte que les entreprises privées puissent participer.

**3 Les ressources financières, l'expertise et l'efficacité de la gestion dans le secteur privé sont nécessaires pour atteindre une échelle suffisante.**

De nouveaux mécanismes de financement peuvent garantir que des rendements commercialement acceptables peuvent être obtenus, et la participation du secteur privé compléterait la capacité du gouvernement à stimuler le développement du secteur.

**4 Les institutions multilatérales devraient élargir l'accès aux instruments de soutien aux investissements dans les environnements fragiles.**

Par exemple, de 2010 à 2019, seuls 10% du volume des nouvelles garanties de l'Agence multilatérale de garantie des investissements se trouvaient dans des États fragiles. Les instruments de gestion du risque de change et l'assurance contre les risques politiques devraient être rendus plus abordables pour les environnements fragiles et étendus aux investisseurs, tant nationaux qu'étrangers.

**5 Les gouvernements des États fragiles devraient mettre en place des cadres réglementaires pour soutenir les investissements énergétiques et s'engager en faveur de la transparence et de l'état de droit.**

Le soutien des agences d'aide pour renforcer la capacité et le rôle des institutions publiques dans le secteur de l'énergie et accroître les compétences de la main-d'œuvre locale dans le secteur de l'énergie sera indispensable.

**6 Améliorer la disponibilité et la collecte des données sur les investissements énergétiques dans les États fragiles.**

Cela permettrait de surveiller les engagements et d'appuyer les efforts de recherche pour évaluer les projets et faciliter la prise de décisions éclairées.

Les États fragiles n'ont jamais été plus exposés au risque de perdre du terrain par rapport au reste du monde. Les dangers mondiaux de fragilité - extrême pauvreté, migrations massives et terrorisme - n'ont jamais été plus graves. L'élargissement de l'accès à l'énergie est essentiel pour permettre à ces États d'échapper à la fragilité et de parvenir à la croissance et au développement.■

## Organisé par :

### Council on State Fragility

**Ellen Johnson Sirleaf**, Former President of Liberia | **David Cameron**, Former Prime Minister of the United Kingdom | **Donald Kaberuka**, Special Envoy of the African Union's Peace Fund | **Amat Al Alim Alsoswa**, Former Minister of Human Rights of Yemen | **Lakhdar Brahimi**, Former UN Special Envoy | **Isobel Coleman**, Former COO of GiveDirectly | **Paul Collier**, Director of IGC | **Mo Ibrahim**, Founder and Chair of the Mo Ibrahim Foundation | **Olusegun Obasanjo**, UN Special Envoy for Africa | **Minouche Shafik**, Director of The London School of Economics and Political Science | **Rajiv Shah**, President of The Rockefeller Foundation | **Tidjane Thiam**, Special Envoy of the African Union

### The g7+ group

Afghanistan | Burundi | Central African Republic | Chad | Comoros | Côte d'Ivoire | Democratic Republic of the Congo | Guinea | Guinea-Bissau | Haiti | Liberia | Papua New Guinea | Sierra Leone | Somalia | São Tomé and Príncipe | Solomon Islands | South Sudan | Timor-Leste | Togo | Yemen

## Signé par :

**Akinwumi Adesina**, President of the African Development Bank | **Joaquim Alberto Chissano**, Former President of Mozambique | **Etienne Davignon**, President of Friends of Europe | **Saliem Fakir**, Executive Director of the African Climate Foundation | **Ashraf Ghani**, President of Afghanistan | **Abdalla Hamdok**, Prime Minister of Sudan | **Connie Hedegaard**, co-Chair of the Africa Europe Foundation Energy Strategy Group | **Paul Kagame**, President of Rwanda | **Horst Köhler**, Former President of Germany | **Ibrahim Mayaki**, CEO of African Union Development Agency-New Partnership for Africa's Development and Former Prime Minister of Niger | **Susanna Moorehead**, Chair of the OECD Development Assistance Committee | **Ngozi Okonjo-Iweala**, Director-General of the World Trade Organization | **Pedro Pires**, Former President of Cape Verde | **Hifikepunye Pohamba**, Former President of Namibia | **José Ramos-Horta**, Former President of Timor-Leste | **Mary Robinson**, Chair of the Elders | **Maeen Abdulmalik Saeed**, Prime Minister of Yemen | **Juan Manuel Santos**, Former President of Colombia | **Gayle Smith**, President and CEO of ONE Campaign | **Vera Songwe**, Executive Secretary of the United Nations Economic Commission for Africa | **Kandeh Yumkella**, co-Chair of the Africa Europe Foundation Energy Strategy Group | **Mohammed Yunus**, Founder of Grameen Bank

[Africa Europe Foundation](#) | [African Climate and Development Institute, University of Cape Town](#) | [All On](#) | [Asian Development Bank](#) | [auctusESG](#) | [Bboxx](#) | [Climate Policy Initiative](#) | [Empirical Studies of Conflict, Princeton University](#) | [Energy Peace Partners](#) | [Global Association for the Off-grid Solar Energy Industry](#) | [Grantham Research Institute on Climate Change and the Environment, London School of Economics and Political Science](#) | [International Growth Centre](#) | [International Renewable Energy Agency Coalition for Action](#) | [Mo Ibrahim Foundation](#) | [Meridiam](#) | [Nuru](#) | [Payne Institute for Public Policy, Colorado School of Mines](#) | [Regional Center for Renewable Energy and Energy Efficiency, Arab League](#) | [The Rockefeller Foundation](#) | [Shell Foundation](#) | [SouthSouthNorth](#) | [Sustainable Energy for All](#) | [United Nations Development Programme](#) | [United Nations Economic and Social Commission for Asia and the Pacific](#) | [United States Institute of Peace](#)

[www.fragilitycouncil.org](http://www.fragilitycouncil.org) | [www.g7plus.org](http://www.g7plus.org)

---